

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 275

Autorisation de travaux,
Interdiction de stationnement,
Occupation du domaine public,

Du mercredi 03 Juillet 2024,
Au vendredi 05 Juillet 2024,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de
raccordement fibre, par l'entreprise ORANGE, il est
nécessaire d'occuper les emprises, et d'interdire le
stationnement, au droit du chantier Rue de la
Bretonnerie angle Place Saint-Martin.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant,
au droit du 20 Place Saint-Martin, du mercredi 03 Juillet 2024 au vendredi 05 Juillet.

Article 2 : L'entreprise ORANGE est autorisée à intervenir sur le domaine public au droit du chantier
Rue de la Bretonnerie angle Place Saint-Martin, du mercredi 03 Juillet 2024 au vendredi 05 Juillet.

Article 3 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation
alternée par feux ou manuel k10, au droit du chantier Rue de la Bretonnerie angle Place Saint-Martin, du
mercredi 03 Juillet 2024 au vendredi 05 Juillet.

Article 4 : L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en
place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat
durant le chantier.

Article 7 : Les panneaux de stationnement interdit seront mis en place par les services techniques
municipaux.

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site
www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le

30 MAI 2024

Le Maire,

Pour le Maire,

Et par Délégation,



Daniel GUEDRAS

4^{ème} Adjoint au Maire